



OBSERVATOIRE  
DES DONNÉES  
ÉCONOMIQUES

## Les entreprises en difficulté en France : prévention et accompagnement

Observatoire des Données Économiques  
Rapport annuel 2022



Conseil National des  
**Administrateurs Judiciaires**  
et des **Mandataires Judiciaires**



# AVANT-PROPOS

Je suis heureux de vous présenter le rapport annuel 2022 de l'Observatoire des Données économiques du CNAJMJ.

Ce rapport recense l'ensemble des données que nous collectons de manière automatique et régulière (chaque semaine) directement à partir des logiciels métiers de tous les professionnels. Ces données ont donc l'avantage d'être à la fois les plus exhaustives (chaque procédure ouverte en France doit donner lieu à un enregistrement dans le logiciel métier du professionnel), les plus fiables et les plus fines qui soient disponibles sur les procédures collectives et procédures de prévention.

Alors qu'en temps normal, on compte environ 55 000 procédures collectives par an (moyenne 2013-2019 : 57 764), représentant, environ 200 000 emplois directs, l'année 2022 s'est achevée avec 40 304 procédures ouvertes, soit une hausse de 46% par rapport à 2021, mais toujours en baisse de 22% par rapport à 2019 et de 26% par rapport à 2018. Au-delà du nombre de dossiers ouverts, c'est évidemment la taille des entreprises et le nombre d'emplois menacés qui comptent le plus. En 2022, les procédures collectives concernent 119 445 emplois directs et comportent :

- 28 580 liquidations judiciaires directes, avec une taille moyenne de 1,2 salariés ;
- 10 514 redressements judiciaires, avec une taille moyenne de 6,6 salariés ;
- 1 210 sauvegardes, avec 12,3 salariés en moyenne.

S'agissant des procédures de prévention, 7 259 ont été ouvertes en 2022 (soit une hausse de 28% par rapport à 2021), dont 4 809 mandats ad hoc et 2 450 conciliations. Il s'agit du nombre le plus élevé jamais enregistré en la matière, ce qui confirme le succès croissant de la prévention : le succès de ces procédures est aujourd'hui bien intégré dans l'esprit de tous les acteurs économiques. Les chefs d'entreprises et leurs conseils se les sont désormais bien appropriées, et nous poursuivons nos efforts pour les promouvoir, dans l'intérêt supérieur des entreprises de notre pays. En outre, 83 % des dossiers de prévention concernent des entreprises de moins de 10 salariés, avec une taille moyenne de 39,4 salariés (contre 65,9 en 2020). Ces chiffres sont la preuve que la culture de la prévention se diffuse dans les PME et c'est une très bonne chose.

Nous tirons de ces chiffres les enseignements suivants :

## 1. Le tsunami des faillites n'a toujours pas eu lieu, et il est toujours peu probable qu'il advienne

Depuis le début de la crise sanitaire, le « quoi qu'il en coûte » a conduit à injecter dans l'économie près de 250 Md€ (à titre de comparaison, le plan Sarkozy de 2008 était de 26 Md€), pour, notamment :

- prendre en charge les coûts et, ce faisant, « externaliser » les pertes de nos entreprises (chômage partiel, aide aux coûts fixes, par exemple le Fonds de solidarité : 35 Md€) ;
- financer les besoins, via de la dette qui pèse aujourd'hui sur le bilan de nos entreprises :
  - PGE : 143 Md€ pour près de 800 000 prêts ;
  - Reports de cotisations sociales : 25,6 Md€ ;
  - Des prêts FDES ou autres pour environ 750M€.

# AVANT-PROPOS

Compte tenu de l'ampleur de ces sommes restant disponibles, il n'y a donc toujours aucune raison que le nombre de défaillances augmente dans des proportions qui seraient spectaculaires ou incontrôlables. Il y aura, bien sûr, des besoins de réaménagement des dettes constituées pendant la crise sanitaire, les procédures préventives constituent l'outil adéquat pour résoudre ces difficultés.

**2.** On assiste à un retour progressif à un niveau normal de défaillances dans un contexte de crises multi causales.

L'augmentation des ouvertures de procédures constatée en 2022 correspond à un retour progressif au niveau historique moyen du nombre de défaillances, encouragé par l'émergence d'un certain nombre de chocs conjoncturels nouveaux : le déclenchement de la guerre en Ukraine a poussé à l'augmentation vertigineuse des prix de l'énergie qui ont à leur tour alimenté le retour de l'inflation dans l'ensemble des secteurs de l'économie et, par suite, entraîné une augmentation des taux d'intérêt.

Ce contexte difficile s'ajoute aux autres causes de défaillances, plus structurelles, que sont les mutations économiques que nous connaissons, à savoir les innovations technologiques (digitalisation), le changement de nos modes de consommation (e-Commerce), les nouvelles réglementations (transition énergétique), les transformations de l'organisation du travail (télétravail) et les innovations de rupture (intelligence artificielle), bref tous ces changements auxquels certaines entreprises peinent à s'adapter.

Ces changements profonds étaient déjà à l'œuvre avant la crise sanitaire, et accentuent aujourd'hui leur impact sur les entreprises.

**3.** On s'attend donc pour 2023 à une poursuite de la hausse du nombre d'ouvertures de procédures qui devrait retrouver son niveau historique moyen. D'autres crises surviendront nécessairement : notre responsabilité est d'anticiper ces crises et de nous y préparer pour mieux les affronter.

Dans ce monde toujours plus complexe et incertain, tous les acteurs économiques doivent s'ouvrir et se moderniser.

À leur échelle, les Administrateurs Judiciaires et les Mandataires Judiciaires défendent la dématérialisation la plus poussée possible des procédures collectives, l'élargissement du champ de leurs missions, pour accompagner les entreprises le plus en amont possible de leurs difficultés, la modernisation de certains aspects de leur statut, pour récompenser le mérite et l'effort, et le contrôle effectif de l'excellence des nouveaux entrants dans la profession.

L'histoire est à suivre et nous nous tiendrons, comme toujours, aux côtés de nos entreprises, dans l'intérêt supérieur de l'économie française.

Je vous souhaite une excellente lecture de ce rapport.

**Frédéric Abitbol**

# SOMMAIRE

- 5-6.      CONSTATS 2022**
- 7.        DES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES ET DE PROCÉDURES DE PRÉVENTION EN FORTE HAUSSE
- 8-9.      TYPOLOGIE DES PROCÉDURES ET ÉVOLUTION**
- 10-16.   FOCUS SUR L'EMPLOI ET LA TYPOLOGIE DES ENTREPRISES CONCERNÉES**
- 11-14.    PROCEDURES COLLECTIVES
- 15-16.    PROCEDURES DE PREVENTION
- 17-19.   ANALYSE SECTORIELLE**
- 20-74.   ANALYSE RÉGIONALE**
- 21-23.    LES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES PAR REGIONS
- 24-74.    FOCUS REGION PAR REGION



# CONSTATS 2022

40 304

Ouvertures de  
procédures collectives

Evolution 2021/2022

+45,5%

119 445

Emplois concernés

+57,8% depuis 2021

## Des défaillances d'entreprises en forte augmentation mais qui n'ont pas rattrapé le niveau de 2019

Après avoir observé en 2021 le niveau le plus bas jamais enregistré, avec 27 697 ouvertures de procédures collectives, on assiste en 2022 à une forte hausse (+46%) de celles-ci, avec l'ouverture de 40 304 procédures collectives, un nombre néanmoins encore inférieur aux 51 875 ouvertures enregistrées en 2019.

L'augmentation constatée en 2022 s'explique en partie par un retour progressif à la normale après la baisse engendrée par la politique du "quoi qu'il en coûte" menée pendant la crise sanitaire. Cette hausse intervient également sous l'effet d'une conjoncture économique difficile (guerre en Ukraine et ses conséquences) et de changements structurels profonds toujours à l'œuvre (transition énergétique, mutations technologiques, etc.).

Cette remontée des défaillances d'entreprises devrait continuer sur l'année 2023. Néanmoins, compte tenu des encours de trésorerie encore disponibles (la moitié des PGE n'a pas été utilisée), il est probable que cette remontée soit lente et graduelle.

# CONSTATS 2022



## Augmentation continue des procédures de prévention

Après une hausse de 10% des ouvertures de procédures de prévention entre 2020 et 2021, celles-ci enregistrent une nouvelle hausse de 27,6% en 2022. Avec 7 259 ouvertures de procédures de prévention, le niveau de 2022 dépasse celui enregistré en 2019 (5 844) et atteint même le niveau annuel le plus élevé enregistré jusqu'ici. Ces chiffres confirment le succès croissant de la prévention et viennent récompenser plusieurs années de politique de sensibilisation des chefs d'entreprise quant à l'utilité de ces mesures.

La forte hausse constatée en 2022 est particulièrement significative dans les entreprises employant de 11 à 50 salariés. A l'inverse nombre d'ouvertures de procédures de prévention a baissé (-10,5%) dans les entreprises qui emploient plus de 1000 salariés.

Les 7 259 ouvertures de procédures de prévention constatées en 2022 se partagent entre 2 450 conciliations (+31,7%) et 4 809 mandats ad hoc (+25,6%).

De plus en plus de TPE et PME font appel à ce dispositif, 18% emploient de 1 à 10 salariés en 2022 et 34% avaient un CA compris inférieur à 1 million d'euros.

# TYPLOGIE DES PROCÉDURES ET ÉVOLUTION

L'augmentation globale du nombre de procédures collectives se retrouve, dans le détail, au niveau de chacun des types de procédures, qu'il s'agisse des sauvegardes, des redressements judiciaires ou des liquidations judiciaires.

Avec 1 210 procédures ouvertes en 2022 contre 778 en 2021, les **sauvegardes** sont en augmentation de 55,5% par rapport à 2021. Elles représentent désormais 3% des ouvertures de procédures collectives. Rappelons qu'une entreprise peut bénéficier d'une procédure de sauvegarde plutôt que d'un redressement seulement si elle ne se trouve pas en état de cessation des paiements, ce qui implique nécessairement une meilleure anticipation de difficultés à venir.

Avec 10 514 ouvertures, le nombre de procédures de **redressement judiciaire** augmente également en 2022 à un rythme comparable aux sauvegardes (+ 58,3 % en 2022 par rapport à 2021). Malgré cette hausse, on constate toujours une baisse de 24% des RJ depuis 2019. En revanche, la part que représentent les redressements judiciaires parmi les ouvertures de procédures collectives reste à un niveau comparable à 2019, autour de 26,5 %.

Enfin, les **liquidations judiciaires** directes sont quand à elles en hausse de 40,9% entre 2021 et 2022, mais demeurent toujours à un niveau inférieur à celui de 2019 (- 22,8 % par rapport à 2019). En 2022 comme en 2019, celles-ci représentent autour de 71% des ouvertures de procédures collectives. Cette proportion diminue légèrement en 2022, au bénéfice des sauvegardes et redressements judiciaires.

Concernant **les procédures de prévention**, le nombre d'ouvertures (7259) dépasse le volume constaté en 2019 (5844) pour atteindre un nouveau niveau historique. On constate dans le détail 2 450 conciliations et 4 809 mandats ad hoc. Cela est le fruit de plusieurs années d'efforts de sensibilisations sur la prévention, efforts qui ont redoublé à la suite de l'adoption du plan de sortie de crise en juin 2021.

Entrées en vigueur à la fin d'année 2021, deux nouvelles procédures ont été créées par la loi du 31 mai 2021 afin de donner des outils supplémentaires pour le traitement des entreprises éprouvant des difficultés conjoncturelles découlant de la crise sanitaire. Ces procédures ciblent uniquement les TPE.

La **Procédure de Traitement de Sortie de Crise** (PTSC) est une procédure collective qui s'adresse aux entreprises de moins de 20 salariés et ayant un passif inférieur à 3 millions d'euros.

De même, en prévention, le **Mandat ad hoc de sortie de crise** cible, cette fois, les entreprises de moins de 10 salariés avec un tarif particulièrement attractif (1 500€).

**Ces procédures n'apparaissent pas avoir été plébiscitées** : on dénombre seulement 69 PTSC et 19 mandats ad hoc de sortie de crise depuis leur création. A la lumière de ces chiffres, ces procédures ne semblent pas correspondre à un besoin identifié et il paraîtrait donc logique de ne pas les pérenniser.

## LES PROCÉDURES COLLECTIVES

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par type	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Sauvegarde	1 077	1 019	856	778	1 210	<b>55,5%</b>
Redressement judiciaire	14 348	13 842	7 612	6 642	10 514	<b>58,3%</b>
Liquidation judiciaire directe	39 150	37 014	23 999	20 277	28 580	<b>40,9%</b>
<b>Total</b>	<b>54 575</b>	<b>51 875</b>	<b>32 467</b>	<b>27 697</b>	<b>40 304</b>	<b>45,5%</b>
Nombre d'emplois concernés	147 490	142 394	136 320	76 904	119 445	<b>57,8%</b>

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ

## LES PROCÉDURES DE PRÉVENTION

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par type	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Conciliation	1 411	1 475	1 697	1 860	2 450	31,7%
Mandat ad hoc	4 393	4 369	3 459	3 829	4 809	25,6%
<b>Total</b>	<b>5 804</b>	<b>5 844</b>	<b>5 156</b>	<b>5 689</b>	<b>7 259</b>	<b>27,6%</b>
Nombre d'emplois concernés	106 418	74 543	220 360	93 726	192 789	105,7%

# FOCUS SUR L'EMPLOI ET LA TYPOLOGIE DES ENTREPRISES CONCERNÉES

En 2022, les entreprises concernées par une ouverture de procédure collective employaient un total de 119 445 salariés, contre 76 904 en 2021 (+55,3%). Le nombre de salariés concernés est néanmoins toujours inférieur au volume constaté en 2019 (142 394, -16,1%). Dans le détail, en 2022, 14 589 salariés sont concernés par l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, 68 677 par l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire et 36 179 par l'ouverture d'une liquidation judiciaire directe.

En 2021, 67,7 % des entreprises en procédure collective n'employaient aucun salarié, ce n'est le cas que de 60,7 % d'entre elles en 2022. A l'inverse, si 31,3 % d'entre elles employaient entre 1 et 50 salariés en 2021, c'est le cas de 38,3% d'entre elles en 2022.

Du côté des procédures de préventions, 192 789 salariés sont concernés en 2022 contre 93 726 en 2021 (hausse de 105,7%). Si cette hausse peut paraître très importante, le nombre de salariés concernés par ce type de procédure est en réalité très variable : il était de 74 543 en 2019 mais de 220 360 en 2020. Dans le détail, en 2022, les entreprises concernées par une conciliation employaient un total de 139 458 salariés, celles qui faisaient l'objet d'un mandat ad hoc employaient en tout 53 331 salariés.

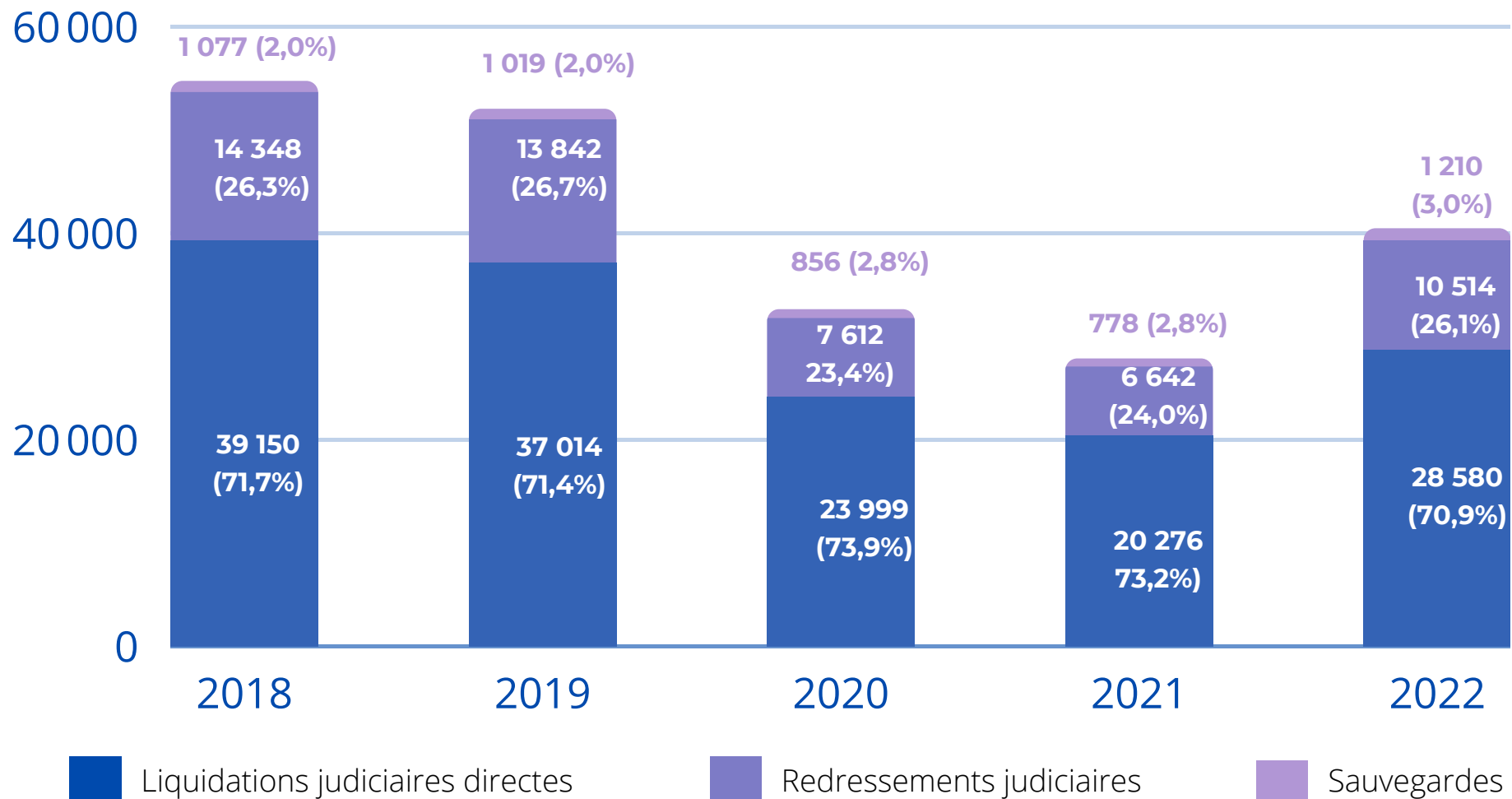
# RÉPARTITION DES OUVERTURES PAR TYPE DE PROCEDURE COLLECTIVE

Répartition d'ouvertures de procédures collectives par type	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021	Moyenne sur 5 ans
Sauvegarde	2,0%	2,0%	2,6%	2,8%	3,0%	6,9%	2,5%
Redressement judiciaire	26,3%	26,7%	23,4%	24,0%	26,1%	8,8%	25,3%
Liquidation judiciaire directe	71,7%	71,4%	73,9%	73,2%	70,9%	-3,1%	72,2%



# RÉPARTITION DES OUVERTURES PAR TYPE DE PROCEDURE COLLECTIVE

Evolution des ouvertures de procédures collectives sur 5 ans (2018-2022)



# LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif	2021				2022				Evolution 2022 / 2021			
	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total
Aucun salarié	313	3604	14827	<b>18744</b>	434	5050	18986	<b>24470</b>	38,7%	40,1%	28,1%	<b>30,5%</b>
Entre 1 et 10 salariés	328	2269	5115	<b>7712</b>	528	3954	9060	<b>13542</b>	61,0%	74,3%	77,1%	<b>75,6%</b>
Entre 11 et 50 salariés	94	560	306	<b>960</b>	193	1199	499	<b>1891</b>	105,3%	114,1%	63,1%	<b>97,0%</b>
Entre 51 et 200 salariés	26	80	18	<b>124</b>	26	173	24	<b>223</b>	0,0%	116,3%	33,3%	<b>79,8%</b>
Entre 201 et 1000 salariés	3	24	4	<b>31</b>	6	23	3	<b>32</b>	100%	-4,2%	-25,0%	<b>3,2%</b>
Plus de 1000 salariés	1	1	2	<b>4</b>	2	3		<b>5</b>	100%	200%	-100%	<b>25,0%</b>
Non renseigné	13	104	5	<b>122</b>	21	112	8	<b>141</b>	61,5%	7,7%	60,0%	<b>15,6%</b>
<b>Total</b>	<b>778</b>	<b>6642</b>	<b>20277</b>	<b>27697</b>	<b>1210</b>	<b>10514</b>	<b>28580</b>	<b>40304</b>	<b>55,5%</b>	<b>58,3%</b>	<b>40,9%</b>	<b>45,5%</b>

# LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES PAR TRANCHE DE CHIFFRE D'AFFAIRE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par tranche de CA	2021				2022				Evolution 2022 / 2021			
	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total
CA nul	82	1226	3774	<b>5082</b>	137	1633	3926	<b>5696</b>	67,1%	33,2%	4,0%	<b>12,1%</b>
Entre 1 et 1M€	370	2134	6693	<b>9197</b>	533	3457	10209	<b>14199</b>	44,1%	62,0%	52,5%	<b>54,4%</b>
Entre 1M€ et 5M€	103	470	280	<b>853</b>	154	883	480	<b>1517</b>	49,5%	87,9%	71,4%	<b>77,8%</b>
Entre 5M€ et 20M€	25	94	23	<b>142</b>	46	202	40	<b>288</b>	84,0%	114,9%	73,9%	<b>102,8%</b>
Entre 20M€ et 100M€	11	32	19	<b>62</b>	12	51	14	<b>77</b>	9,1%	59,4%	-26,3%	<b>24,2%</b>
Plus de 100M€	3	11	3	<b>17</b>	5	8	0	<b>13</b>	66,7%	-27,3%	-100%	<b>-23,5%</b>
Non renseigné	184	2675	9485	<b>12344</b>	323	4280	13911	<b>18514</b>	75,5%	60,0%	46,7%	<b>50,0%</b>
<b>Total</b>	<b>778</b>	<b>6642</b>	<b>20277</b>	<b>27697</b>	<b>1210</b>	<b>10514</b>	<b>28580</b>	<b>40304</b>	<b>55,5%</b>	<b>58,3%</b>	<b>40,9%</b>	<b>45,5%</b>

# RÉPARTITION DES OUVERTURES PAR TYPE DE PROCEDURE DE PREVENTION

Répartition des ouvertures de procédures de prévention par type	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021	Moyenne sur 5 ans
Conciliation	24,3%	25,2%	32,9%	32,7%	33,8%	31,7%	29,9%
Mandat ad hoc	75,7%	74,7%	67,1%	67,3%	66,2%	25,6%	70,1%

# LES OUVERTURES DE PROCÉDURES DE PRÉVENTION PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif	2021			2022			EVOLUTION 2022 / 2021		
	Conciliations	Mandats	Total	Conciliations	Mandats	Total	Conciliations	Mandats	Total
Aucun salarié	569	2145	<b>2714</b>	667	2496	<b>3163</b>	17,2%	16,4%	<b>16,5%</b>
Entre 1 et 10 salariés	219	407	<b>626</b>	353	537	<b>890</b>	61,2%	31,9%	<b>42,2%</b>
Entre 11 et 50 salariés	214	133	<b>347</b>	286	285	<b>571</b>	33,6%	114,3%	<b>64,6%</b>
Entre 51 et 200 salariés	79	51	<b>130</b>	89	105	<b>194</b>	12,7%	105,9%	<b>49,2%</b>
Entre 201 et 1000 salariés	32	15	<b>47</b>	36	27	<b>63</b>	12,5%	80,0%	<b>34,0%</b>
Plus de 1000 salariés	11	8	<b>19</b>	12	5	<b>17</b>	9,1%	-37,5%	<b>-10,5%</b>
Non renseigné	736	1070	<b>1806</b>	1007	1354	<b>2361</b>	36,8%	26,5%	<b>30,7%</b>
<b>Total</b>	<b>1860</b>	<b>3829</b>	<b>5689</b>	<b>2450</b>	<b>4809</b>	<b>7259</b>	<b>31,7%</b>	<b>25,6%</b>	<b>27,6%</b>

# ANALYSE SECTORIELLE

## **Commerce**

Le secteur d'activité le plus concerné par l'ouverture de procédures collectives est celui du commerce (de véhicules, de gros et de détail) avec 8018 procédures en 2022 (22,3 % des ouvertures\*). Ce chiffre est en hausse de 52 % sur un an avec une hausse de tous les types de procédures collectives.

## **Construction**

Avec plus de 7200 ouvertures de procédures collectives en 2022, le secteur de la construction représente 20% des ouvertures de cette année\*. Ce secteur enregistre une hausse 36% des ouvertures par rapport à 2021.

## **Hébergement et restauration**

Le nombre de défaillances de ce secteur a augmenté de 104% en 2022 par rapport à 2021 pour atteindre 4777 procédures, c'est-à-dire 13 % des ouvertures de cette année\*.

## **Activités spécialisées, scientifiques et techniques**

Ce secteur enregistre une hausse de 34 % du nombre d'ouvertures de procédures collectives sur un an avec 2548 procédures en 2022. Il représente 7 % des ouvertures de cette année\*.

## **Industrie manufacturière**

Le secteur de l'industrie manufacturière représente 7% des ouvertures de procédures collectives en 2022\*. Avec 2 542 ouvertures cette année, le nombre de défaillances dans ce secteur est en hausse de 67 % par rapport à 2021.

# LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2021				2022				Evolution 2022 / 2021			
	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total
Activités de services administratifs et de soutien	37	312	1113	<b>1462</b>	37	479	1286	<b>1802</b>	0%	54%	16%	<b>23%</b>
Activités des ménages en tant qu'employeurs		1	1	<b>2</b>					-100%	-100%	-100%	<b>-100%</b>
Activités extra-territoriales	1	27	83	<b>111</b>		15	14	<b>29</b>	-100%	-44%	-83%	<b>-74%</b>
Activités financières et d'assurance	50	146	322	<b>518</b>	70	243	509	<b>822</b>	40%	66%	58%	<b>59%</b>
Activités immobilières	53	306	650	<b>1009</b>	65	376	678	<b>1119</b>	23%	23%	4%	<b>11%</b>
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	72	395	1434	<b>1901</b>	99	628	1821	<b>2548</b>	38%	59%	27%	<b>34%</b>
Administration publique	1		1	<b>2</b>			4	<b>4</b>	-100%		300%	<b>100%</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	33	417	343	<b>793</b>	31	520	356	<b>907</b>	-6%	25%	4%	<b>14%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	28	133	328	<b>489</b>	60	188	483	<b>731</b>	114%	41%	47%	<b>49%</b>
Autres activités de services	22	200	879	<b>1101</b>	32	345	1371	<b>1748</b>	45%	73%	56%	<b>59%</b>
Commerce	125	1021	4135	<b>5281</b>	214	1666	6138	<b>8018</b>	71%	63%	48%	<b>52%</b>

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ



# LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2021				2022				Evolution 2022 / 2021			
	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total
Construction	65	1296	3967	<b>5328</b>	90	1858	5291	<b>7239</b>	38%	43%	33%	<b>36%</b>
Enseignement	9	72	280	<b>361</b>	19	145	434	<b>598</b>	111%	101%	55%	<b>66%</b>
Hébergement et restauration	72	550	1719	<b>2341</b>	136	1209	3432	<b>4777</b>	89%	120%	100%	<b>104%</b>
Industries manufacturières	74	463	988	<b>1525</b>	106	883	1553	<b>2542</b>	43%	91%	57%	<b>67%</b>
Industries extractives		3	2	<b>5</b>	1	4	7	<b>12</b>		33%	250%	<b>140%</b>
Information et communication	20	142	593	<b>755</b>	37	247	788	<b>1072</b>	85%	74%	33%	<b>42%</b>
Production et distribution d'eau, assainissement		13	41	<b>54</b>	5	26	51	<b>82</b>		100%	24%	<b>52%</b>
Production et distribution d'électricité, de gaz	1	8	13	<b>22</b>	16	8	16	<b>40</b>	1500%	0%	23%	<b>82%</b>
Santé humaine et action sociale	18	123	182	<b>323</b>	17	148	281	<b>446</b>	-6%	20%	54%	<b>38%</b>
Transports et entreposage	10	227	821	<b>1058</b>	26	370	1095	<b>1491</b>	160%	63%	33%	<b>41%</b>
Non renseigné	87	787	2382	<b>3256</b>	149	1156	2972	<b>4277</b>	71%	47%	25%	<b>31%</b>
<b>Total</b>	<b>778</b>	<b>6642</b>	<b>20277</b>	<b>27697</b>	<b>1210</b>	<b>10514</b>	<b>28580</b>	<b>40304</b>	<b>56%</b>	<b>58%</b>	<b>41%</b>	<b>46%</b>

# ANALYSE RÉGIONALE

En 2022, Le nombre d'ouvertures de procédures collectives (sauvegardes, redressement judiciaires et Liquidation judiciaires) est en hausse dans l'ensemble des régions excepté pour la Réunion (-21,9 %) et dans les deux territoires de la Nouvelle Calédonie (-50,0 %) et de Saint Pierre et Miquelon (-28,6 %). En moyenne, en France les défaillances augmentent de 45,5 %, avec un bond de 55,5 % des sauvegardes, de 58,3 % des redressements judiciaires et de 40,9 % des Liquidations judiciaires.

En volume, la région la plus touchée par des défaillances est l'Île-de-France, qui enregistre 8 597 ouvertures de procédures collectives cette année, soit une hausse de 30,0 % sur un an. Cette région représente 21,3% des défaillances de 2022 en France.

Les défaillances en région Auvergne-Rhône-Alpes ont augmenté de 57 % en 2022 pour s'établir à 4800 ouvertures, ce qui en fait la seconde région la plus touchée par des défaillances (12% des défaillances). Tous les types de procédures collectives sont à la hausse (+51 % pour les sauvegardes, +72 % pour les redressements et +53 % pour les liquidations judiciaires ).

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur a vu l'ouverture de 4045 procédures collectives en 2022 soit une hausse de 38 % par rapport à 2021. 10% des ouvertures de procédures au niveau national se sont déroulées dans cette région.

L'Occitanie et la Nouvelle Aquitaine représentent la même part des ouvertures de procédures collectives en France (8,9% chacune et un peu moins de 3 600 procédures collectives).

En Occitanie, l'augmentation du nombre de procédures collectives est de 72% entre 2021 et 2022, avec une augmentation très nette des sauvegardes (+117%).

En Nouvelle Aquitaine, l'augmentation du nombre de procédures ouvertes entre 2021 et 2022 est de 57%. Cette augmentation est portée principalement par la hausse des redressements judiciaires (+79%).

## LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES PAR RÉGION

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par régions	2021				2022				Evolution 2022 / 2021			
	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	110	677	2271	<b>3058</b>	166	1167	3467	<b>4800</b>	51%	72%	53%	<b>57%</b>
Bourgogne-Franche-Comté	32	272	680	<b>984</b>	59	456	973	<b>1488</b>	84%	68%	43%	<b>51%</b>
Bretagne	28	239	729	<b>996</b>	39	418	1151	<b>1608</b>	39%	75%	58%	<b>61%</b>
Centre-Val de Loire	29	219	677	<b>925</b>	46	443	968	<b>1457</b>	59%	102%	43%	<b>58%</b>
Corse	1	34	108	<b>143</b>	10	67	140	<b>217</b>	900%	97%	30%	<b>52%</b>
Grand-Est	69	535	1983	<b>2587</b>	89	843	2273	<b>3205</b>	29%	58%	15%	<b>24%</b>

## LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES PAR RÉGIONS

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par régions	2021				2022				Evolution 2022 / 2021			
	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total
Guadeloupe	7	47	141	<b>195</b>	7	62	206	<b>275</b>	0%	32%	46%	<b>41%</b>
Guyane	1	17	22	<b>40</b>	3	33	32	<b>68</b>	200%	94%	45%	<b>70%</b>
Hauts-de-France	51	500	1455	<b>2006</b>	70	813	2516	<b>3399</b>	37%	63%	73%	<b>69%</b>
Ile-de-France	100	1048	5445	<b>6593</b>	167	1634	6796	<b>8597</b>	67%	56%	25%	<b>30%</b>
La Réunion	36	191	273	<b>500</b>	32	170	189	<b>391</b>	-11%	-11%	-31%	<b>-22%</b>
Martinique	6	95	121	<b>222</b>	6	93	202	<b>301</b>	0%	-2%	67%	<b>36%</b>
Mayotte	-	6	5	<b>11</b>	1	30	7	<b>38</b>	-	400%	40%	<b>245%</b>

## LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES PAR RÉGION

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par régions	2021				2022				Evolution 2022 / 2021			
	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total
Normandie	35	254	696	<b>985</b>	63	424	1056	<b>1543</b>	80%	67%	52%	<b>57%</b>
Nouvelle-Aquitaine	98	614	1568	<b>2280</b>	144	1097	2326	<b>3567</b>	47%	79%	48%	<b>56%</b>
Nouvelle Calédonie	7	13	-	<b>20</b>	5	4		<b>9</b>	-29%	-69%	-	<b>-55%</b>
Occitanie	53	523	1500	<b>2076</b>	115	965	2489	<b>3569</b>	117%	85%	66%	<b>72%</b>
Pays de la Loire	30	272	816	<b>1118</b>	46	367	1253	<b>1666</b>	53%	35%	54%	<b>49%</b>
Provence Alpes Côte d'Azur	83	1075	1764	<b>2922</b>	137	1407	2501	<b>4045</b>	65%	31%	42%	<b>38%</b>
St-Pierre-et-Miquelon	7			<b>7</b>		1	4	<b>5</b>	-	-	-43%	<b>-29%</b>

# AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	6 076	5 893	3 507	3 058	4 800	23 334
Procédures de prévention	638	694	579	733	967	3611
Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	3 879	4 053	2 472	2 309	3 201	<b>38,6 %</b>
Entre 1 et 10 salariés	1 872	1 804	1 098	979	1 819	<b>85,8 %</b>
Entre 11 et 50 salariés	278	323	226	186	336	<b>80,6 %</b>
Entre 51 et 200 salariés	43	51	40	54	59	<b>9,3 %</b>
Entre 201 et 1 000 salariés	14	12	20	8	16	<b>100 %</b>
Plus de 1 000 salariés	1	1	-	-	2	-
Non renseigné	627	343	230	255	334	<b>39 %</b>
<b>Total région</b>	<b>6 714</b>	<b>6 587</b>	<b>4 086</b>	<b>3 791</b>	<b>5 767</b>	<b>52,1 %</b>

## AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par département	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Ain (01)	432	491	293	269	393	<b>46,1 %</b>
Allier (03)	252	220	127	114	179	<b>57,0 %</b>
Ardèche (07)	224	183	105	113	195	<b>72,6 %</b>
Cantal (15)	97	86	64	46	64	<b>39,1 %</b>
Drôme (26)	457	396	215	219	358	<b>63,5 %</b>
Isère (38)	1 061	1 100	658	582	928	<b>59,5 %</b>
Loire (42)	670	630	396	362	550	<b>51,9 %</b>
Haute-Loire (43)	146	112	59	57	92	<b>61,4 %</b>
Puy-de-Dôme (63)	471	485	275	245	376	<b>53,5 %</b>
Rhône (69)	1 868	1 740	1 183	1 148	1 591	<b>38,6 %</b>
Savoie (73)	423	536	314	274	410	<b>49,6 %</b>
Haute-Savoie (74)	613	608	397	362	631	<b>74,3 %</b>
<b>Total région</b>	<b>6 714</b>	<b>6 587</b>	<b>4 086</b>	<b>3 791</b>	<b>5 767</b>	<b>52,1 %</b>



## AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	267	193	137	165	221	<b>34 %</b>
Activités extra territoriales	15	10	8	13	7	<b>-46 %</b>
Activités financières et d'assurances	155	143	87	99	140	<b>41 %</b>
Activités immobilières	182	198	135	165	176	<b>7 %</b>
Activités spécialisées, scientifiques	407	321	268	275	389	<b>41 %</b>
Administration publique		1		1	1	<b>0 %</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	99	100	74	74	74	<b>0 %</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	109	77	84	80	98	<b>23 %</b>
Autres activités de services	230	169	135	106	211	<b>99 %</b>
Commerce	1 210	931	651	706	1 108	<b>57 %</b>
Construction	1214	1 025	557	663	950	<b>43 %</b>
Enseignement	88	93	45	43	83	<b>93 %</b>
Hébergement et restauration	812	614	405	272	617	<b>127 %</b>
Industrie manufacturière	455	410	273	276	458	<b>66 %</b>
Industries extractives				1		<b>-100 %</b>
Information et communication	116	116	90	85	103	<b>21 %</b>
Production et distribution d'eau	17	18	7	4	10	<b>150 %</b>
Production et distribution d'électricité	4	6	2	6	7	<b>17%</b>
Santé humaine et action sociale	93	87	40	34	67	<b>97 %</b>
Transports et entreposage	194	157	89	101	174	<b>72 %</b>
Secteur non renseigné	1 047	1 918	999	622	873	<b>40 %</b>
<b>Total région</b>	<b>6714</b>	<b>6 587</b>	<b>4 086</b>	<b>3 791</b>	<b>5 767</b>	<b>52 %</b>

# BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	1910	1971	1248	984	1488	51,2%
Procédures de prévention	208	196	127	195	256	31,3%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	1272	1355	896	751	1000	<b>33,2%</b>
Entre 1 et 10 salariés	629	555	338	269	529	<b>96,7%</b>
Entre 11 et 50 salariés	68	82	41	48	81	<b>68,8%</b>
Entre 51 et 200 salariés	4	18	12	8	14	<b>75,0%</b>
Entre 201 et 1 000 salariés	3	3	5	1	1	<b>0,0%</b>
Plus de 1000 salariés						
Info manquante	142	154	83	102	119	<b>16,7%</b>
<b>Total région</b>	<b>2118</b>	<b>2167</b>	<b>1375</b>	<b>1179</b>	<b>1744</b>	<b>47,9%</b>

## BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par département	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Côte-d'Or (21)	461	447	251	239	363	<b>51,9%</b>
Doubs (25)	326	355	194	224	257	<b>14,7%</b>
Jura (39)	187	178	150	104	143	<b>37,5%</b>
Nièvre (58)	194	176	102	87	129	<b>48,3%</b>
Haute-Saône (70)	143	129	86	81	118	<b>45,7%</b>
Saône-et-Loire (71)	467	441	258	242	431	<b>78,1%</b>
Yonne (89)	248	322	239	157	228	<b>45,2%</b>
Territoire de Belfort (90)	92	119	95	45	75	<b>66,7%</b>
<b>Total région</b>	<b>2118</b>	<b>2167</b>	<b>1375</b>	<b>1179</b>	<b>1744</b>	<b>47,9%</b>

## BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	42	54	44	32	43	<b>34%</b>
Activités extra territoriales	2	3	4	3	0	<b>-100%</b>
Activités financières et d'assurances	31	37	33	31	29	<b>-6%</b>
Activités immobilières	56	49	41	48	51	<b>6%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	84	87	38	42	109	<b>160%</b>
Administration publique						
Agriculture, sylviculture et pêche	63	73	38	45	56	<b>24%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	42	30	23	19	27	<b>42%</b>
Autres activités de services	91	71	51	43	58	<b>35%</b>
Commerce	410	348	252	214	345	<b>61%</b>
Construction	279	274	179	175	258	<b>47%</b>
Enseignement	21	21	14	9	10	<b>11%</b>
Hébergement et restauration	229	223	162	97	180	<b>86%</b>
Industrie manufacturière	145	161	100	92	150	<b>63%</b>
Industries extractives						
Information et communication	18	22	14	22	24	<b>9%</b>
Production et distribution d'eau	6	6	3	4	4	<b>0%</b>
Production et distribution d'électricité	1		2	4		<b>-100%</b>
Santé humaine et action sociale	12	26	10	11	20	<b>82%</b>
Transports et entreposage	48	46	29	23	43	<b>87%</b>
Secteur non renseigné	538	636	338	265	337	<b>27%</b>
<b>Total région</b>	<b>2118</b>	<b>2167</b>	<b>1375</b>	<b>1179</b>	<b>1744</b>	<b>48%</b>

# BRETAGNE

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	1907	2059	1322	996	1608	61,4%
Procédures de prévention	215	267	242	257	321	24,9%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	1249	1352	906	767	1080	<b>40,8%</b>
Entre 1 et 10 salariés	657	726	498	346	634	<b>83,2%</b>
Entre 11 et 50 salariés	78	82	53	64	132	<b>106,3%</b>
Entre 51 et 200 salariés	23	16	6	20	15	<b>-25,0%</b>
Entre 201 et 1 000 salariés	6	3	4	5	3	<b>-40,0%</b>
Plus de 1000 salariés	2					
Info manquante	107	147	97	51	65	<b>27,5%</b>
<b>Total région</b>	<b>2122</b>	<b>2326</b>	<b>1564</b>	<b>1253</b>	<b>1929</b>	<b>54,0%</b>

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ

## BRETAGNE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par département	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Côtes-d'Armor (22)	390	396	273	238	366	<b>54%</b>
Finistère (29)	581	576	442	309	488	<b>58%</b>
Ille-et-Vilaine (35)	621	729	456	400	578	<b>45%</b>
Morbihan (56)	530	625	393	306	497	<b>62%</b>
<b>Total région</b>	<b>2122</b>	<b>2326</b>	<b>1564</b>	<b>1253</b>	<b>1929</b>	<b>54%</b>

# BRETAGNE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	71	76	62	63	67	<b>6%</b>
Activités extra territoriales	1	3			2	
Activités financières et d'assurances	60	68	48	53	64	<b>21%</b>
Activités immobilières	122	96	61	52	71	<b>37%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	114	132	76	82	141	<b>72%</b>
Administration publique		1				
Agriculture, sylviculture et pêche	137	146	85	93	74	<b>-20%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	26	38	23	18	36	<b>100%</b>
Autres activités de services	96	88	78	47	71	<b>51%</b>
Commerce	406	433	303	236	382	<b>62%</b>
Construction	330	392	248	185	300	<b>62%</b>
Enseignement	36	41	23	18	20	<b>11%</b>
Hébergement et restauration	293	285	197	107	220	<b>106%</b>
Industrie manufacturière	174	163	107	105	159	<b>51%</b>
Industries extractives	3			1		<b>-100%</b>
Information et communication	35	45	21	27	47	<b>74%</b>
Production et distribution d'eau	3	3	3	3	2	<b>-33%</b>
Production et distribution d'électricité	3	6	2	1	2	<b>100%</b>
Santé humaine et action sociale	43	42	29	18	18	<b>0%</b>
Transports et entreposage	40	50	39	40	52	<b>30%</b>
Secteur non renseigné	129	218	159	104	201	<b>93%</b>
<b>Total région</b>	<b>2122</b>	<b>2326</b>	<b>1564</b>	<b>1253</b>	<b>1929</b>	<b>54%</b>



# CENTRE-VAL DE LOIRE

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	1868	1756	1063	925	1457	58%
Procédures de prévention	119	230	167	165	219	33%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	1168	1165	747	654	975	<b>49%</b>
Entre 1 et 10 salariés	629	663	377	338	534	<b>58%</b>
Entre 11 et 50 salariés	97	85	46	59	94	<b>59%</b>
Entre 51 et 200 salariés	15	12	9	9	21	<b>133%</b>
Entre 201 et 1 000 salariés	5	1	6	1	3	<b>200%</b>
Plus de 1000 salariés	4	1	1			
Info manquante	69	59	44	29	49	<b>69%</b>
<b>Total région</b>	<b>1987</b>	<b>1986</b>	<b>1230</b>	<b>1090</b>	<b>1676</b>	<b>54%</b>

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ

## CENTRE-VAL DE LOIRE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par département	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Cher (18)	195	207	121	109	171	<b>57%</b>
Eure-et-Loir (28)	391	490	290	177	265	<b>50%</b>
Indre (36)	198	115	81	78	115	<b>47%</b>
Indre-et-Loire (37)	483	432	276	290	421	<b>45%</b>
Loir-et-Cher (41)	245	224	146	141	246	<b>74%</b>
Loiret (45)	475	518	316	295	458	<b>55%</b>
<b>Total région</b>	<b>1987</b>	<b>1986</b>	<b>1230</b>	<b>1090</b>	<b>1676</b>	<b>54%</b>

# CENTRE-VAL DE LOIRE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	80	69	48	48	68	<b>42%</b>
Activités extra territoriales	4	3				
Activités financières et d'assurances	44	43	33	30	51	<b>70%</b>
Activités immobilières	60	73	52	42	47	<b>12%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	102	115	72	61	89	<b>46%</b>
Administration publique						
Agriculture, sylviculture et pêche	86	52	52	59	51	<b>-14%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	35	45	22	22	36	<b>64%</b>
Autres activités de services	82	77	59	34	63	<b>85%</b>
Commerce	433	436	264	215	357	<b>66%</b>
Construction	410	373	225	205	305	<b>49%</b>
Enseignement	42	49	33	11	17	<b>55%</b>
Hébergement et restauration	278	274	136	98	247	<b>152%</b>
Industrie manufacturière	134	161	87	90	114	<b>27%</b>
Industries extractives			1		2	
Information et communication	33	25	16	30	32	<b>7%</b>
Production et distribution d'eau	5	6	1	1	4	<b>300%</b>
Production et distribution d'électricité	1			1	1	<b>0%</b>
Santé humaine et action sociale	44	38	9	7	15	<b>114%</b>
Transports et entreposage	62	60	37	38	49	<b>29%</b>
Secteur non renseigné	52	87	83	98	128	<b>31%</b>
<b>Total région</b>	<b>1987</b>	<b>1986</b>	<b>1230</b>	<b>1090</b>	<b>1676</b>	<b>54%</b>

# CORSE

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	322	343	239	143	217	52%
Procédures de prévention	4	4	12	13	14	8%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	154	194	151	107	166	<b>55%</b>
Entre 1 et 10 salariés	88	105	71	34	53	<b>56%</b>
Entre 11 et 50 salariés	11	12	9	3	9	<b>200%</b>
Entre 51 et 200 salariés	3	1				
Entre 201 et 1 000 salariés						
Plus de 1000 salariés						
Info manquante	70	35	20	12	3	<b>-75%</b>
<b>Total région</b>	<b>326</b>	<b>347</b>	<b>251</b>	<b>156</b>	<b>231</b>	<b>48%</b>

## CORSE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	17	18	6	6	10	<b>154%</b>
Activités extra territoriales						
Activités financières et d'assurances	9	4	8	1	2	<b>100%</b>
Activités immobilières	7	11	6	13	14	<b>8%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	11	12	12	17	15	<b>-12%</b>
Administration publique						
Agriculture, sylviculture et pêche	6	3	6	2	2	<b>0%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	4	7	10	4	3	<b>-25%</b>
Autres activités de services	12	13	8	6	11	<b>83%</b>
Commerce	61	60	50	30	40	<b>33%</b>
Construction	87	79	51	30	56	<b>87%</b>
Enseignement	1	4	1	1	1	<b>0%</b>
Hébergement et restauration	60	60	53	21	33	<b>57%</b>
Industrie manufacturière	12	33	15	5	18	<b>260%</b>
Industries extractives	2			1		
Information et communication	2	5	3	1	1	<b>0%</b>
Production et distribution d'eau	3		1			
Production et distribution d'électricité					1	
Santé humaine et action sociale	12	12	4	3	4	<b>33%</b>
Transports et entreposage	8	4	4	2	4	<b>100%</b>
Secteur non renseigné	12	22	13	13	16	<b>23%</b>
<b>Total région</b>	<b>326</b>	<b>347</b>	<b>251</b>	<b>156</b>	<b>231</b>	<b>48%</b>

## GRAND-EST

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	4920	4894	2884	2587	3205	24%
Procédures de prévention	275	305	244	251	293	17%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	3454	3623	2208	2085	2264	9%
Entre 1 et 10 salariés	1323	1238	721	555	924	66%
Entre 11 et 50 salariés	184	153	54	62	150	142%
Entre 51 et 200 salariés	36	24	10	8	29	263%
Entre 201 et 1 000 salariés	3	1		4	2	-50%
Plus de 1000 salariés						
Info manquante	195	160	135	124	129	4%
<b>Total région</b>	<b>5195</b>	<b>5199</b>	<b>3128</b>	<b>2838</b>	<b>3498</b>	<b>23%</b>

## GRAND-EST

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par département	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Ardennes (08)	224	209	126	95	134	<b>41%</b>
Aube (10)	262	231	103	131	200	<b>53%</b>
Marne (51)	427	438	301	209	312	<b>49%</b>
Haute-Marne (52)	108	112	64	49	90	<b>84%</b>
Meurthe et Moselle (54)	488	532	246	207	357	<b>72%</b>
Meuse (55)	129	155	69	70	114	<b>63%</b>
Moselle (57)	1071	1157	648	607	663	<b>9%</b>
Bas-Rhin (67)	1298	1207	832	830	874	<b>5%</b>
Haut-Rhin (68)	887	886	608	534	586	<b>10%</b>
Vosges (88)	301	272	131	106	168	<b>58%</b>
<b>Total région</b>	<b>5195</b>	<b>5199</b>	<b>3128</b>	<b>2838</b>	<b>3498</b>	<b>23%</b>

# GRAND-EST

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	153	153	100	97	110	<b>49%</b>
Activité des ménages en tant qu'employeur	3	1		1		<b>-100%</b>
Activités extra territoriales	92	145	101	104	30	<b>-71%</b>
Activités financières et d'assurances	93	74	41	38	56	<b>47%</b>
Activités immobilières	167	153	123	107	114	<b>7%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	214	231	138	135	167	<b>24%</b>
Administration publique	1					
Agriculture, sylviculture et pêche	98	105	52	56	56	<b>0%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	62	56	44	32	53	<b>66%</b>
Autres activités de services	218	185	111	95	133	<b>40%</b>
Commerce	918	867	556	447	613	<b>37%</b>
Construction	844	771	432	397	560	<b>41%</b>
Enseignement	64	59	43	32	43	<b>34%</b>
Hébergement et restauration	568	549	298	179	360	<b>101%</b>
Industrie manufacturière	347	280	177	174	263	<b>51%</b>
Industries extractives	4	1	2		3	
Information et communication	53	51	37	38	58	<b>53%</b>
Production et distribution d'eau	10	13	8	6	9	<b>50%</b>
Production et distribution d'électricité	2	2		1		<b>-100%</b>
Santé humaine et action sociale	49	63	38	27	37	<b>37%</b>
Transports et entreposage	116	140	73	61	111	<b>82%</b>
Secteur non renseigné	1119	1300	754	811	722	<b>-11%</b>
<b>Total région</b>	<b>5195</b>	<b>5199</b>	<b>3128</b>	<b>2838</b>	<b>3498</b>	<b>23%</b>



# GUADELOUPE

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	354	283	201	195	275	41%
Procédures de prévention	26	32	42	47	53	13%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	200	148	92	108	136	<b>26%</b>
Entre 1 et 10 salariés	136	116	92	83	130	<b>57%</b>
Entre 11 et 50 salariés	14	16	15	7	16	<b>129%</b>
Entre 51 et 200 salariés	4	3	3			
Entre 201 et 1 000 salariés					1	
Info manquante	26	32	41	44	45	<b>2%</b>
<b>Total région</b>	<b>380</b>	<b>315</b>	<b>243</b>	<b>242</b>	<b>328</b>	<b>36%</b>

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ

# GUADELOUPE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	20	15	18	10	23	<b>130%</b>
Activité des ménages en tant qu'employeur						
Activités extra territoriales	1		1			
Activités financières et d'assurances	3	8	2	1	6	<b>500%</b>
Activités immobilières	5	1	7	5	13	<b>160%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	8	11	10	17	17	<b>0%</b>
Administration publique						
Agriculture, sylviculture et pêche	1	4	2			
Arts, spectacles et activités récréatives	4		2	2	4	<b>100%</b>
Autres activités de services	16	16	9	12	13	<b>8%</b>
Commerce	51	43	53	37	49	<b>32%</b>
Construction	40	36	27	29	45	<b>55%</b>
Enseignement	5	3	4	5	6	<b>20%</b>
Hébergement et restauration	23	25	14	20	26	<b>30%</b>
Industrie manufacturière	34	24	10	13	31	<b>138%</b>
Industries extractives			1			
Information et communication	3	5	1	7	4	<b>-43%</b>
Production et distribution d'eau	1	2				
Production et distribution d'électricité	1		1			
Santé humaine et action sociale	7	11	8	5	11	<b>120%</b>
Transports et entreposage	12	7	7	8	7	<b>-13%</b>
Secteur non renseigné	145	104	66	71	71	<b>0%</b>
<b>Total région</b>	<b>380</b>	<b>315</b>	<b>243</b>	<b>242</b>	<b>328</b>	<b>36%</b>

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ

# GUYANE

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	97	91	47	40	68	72%
Procédures de prévention	6	9	17	17	4	-76%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	27	42	25	26	44	<b>69%</b>
Entre 1 et 10 salariés	31	37	15	15	18	<b>20%</b>
Entre 11 et 50 salariés	3	4	13	6	7	<b>17%</b>
Entre 51 et 200 salariés	1	4	2			
Entre 201 et 1 000 salariés				1	1	<b>0%</b>
Plus de 1000 salariés						
Info manquante	41	13	9	9	2	<b>-78%</b>
<b>Total région</b>	<b>103</b>	<b>100</b>	<b>64</b>	<b>57</b>	<b>72</b>	<b>26%</b>

# GUYANE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	9	10	7	4	9	<b>125%</b>
Activité des ménages en tant qu'employeur						
Activités extra territoriales						
Activités financières et d'assurances	1	6			1	
Activités immobilières	2	2	4	2	3	<b>50%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	6	6	1	3	6	<b>100%</b>
Administration publique						
Agriculture, sylviculture et pêche		2	1	1	1	<b>0%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	1	1	1	1	2	<b>100%</b>
Autres activités de services	5	4	2	4	3	<b>-25%</b>
Commerce	15	11	11	5	6	<b>20%</b>
Construction	28	9	8	7	11	<b>57%</b>
Enseignement	4	1	1	1	5	<b>400%</b>
Hébergement et restauration	6	10	2	6	4	<b>-33%</b>
Industrie manufacturière	7	17	5	10	7	<b>-30%</b>
Industries extractives	2	2			1	
Information et communication		1		3		<b>-100%</b>
Production et distribution d'eau		3	3		2	
Production et distribution d'électricité						
Santé humaine et action sociale	4	4	5		1	
Transports et entreposage	4	4	3		3	
Secteur non renseigné	7	7	10	10	7	<b>-30%</b>
<b>Total région</b>	<b>103</b>	<b>100</b>	<b>64</b>	<b>57</b>	<b>72</b>	<b>26%</b>

# HAUTS-DE-FRANCE

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	4218	3895	2430	2006	3399	69%
Procédures de prévention	414	430	387	402	621	54%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	2757	2674	1803	1501	2377	<b>58%</b>
Entre 1 et 10 salariés	1531	1361	784	707	1353	<b>91%</b>
Entre 11 et 50 salariés	217	167	118	111	176	<b>59%</b>
Entre 51 et 200 salariés	40	29	21	23	31	<b>35%</b>
Entre 201 et 1 000 salariés	5	11	9	6	9	<b>50%</b>
Plus de 1000 salariés	3		5	9	6	<b>-33%</b>
Info manquante	79	83	77	51	68	<b>33%</b>
<b>Total région</b>	<b>4632</b>	<b>4325</b>	<b>2817</b>	<b>2408</b>	<b>4020</b>	<b>67%</b>

## HAUTS-DE-FRANCE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par département	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aisne (02)	410	337	239	189	319	<b>69%</b>
Nord (59)	2287	2172	1338	1249	2067	<b>65%</b>
Oise (60)	516	549	371	278	425	<b>53%</b>
Pas-de-Calais (62)	1147	972	621	532	946	<b>78%</b>
Somme (80)	272	295	248	160	263	<b>67%</b>
<b>Total région</b>	<b>4632</b>	<b>4325</b>	<b>2817</b>	<b>2408</b>	<b>4020</b>	<b>67%</b>

## HAUTS-DE-FRANCE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	159	150	107	98	158	<b>69%</b>
Activité des ménages en tant qu'employeur						
Activités extra territoriales	5	2	1	1		<b>-100%</b>
Activités financières et d'assurances	78	72	48	50	74	<b>48%</b>
Activités immobilières	104	129	72	76	99	<b>30%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	238	186	138	145	198	<b>37%</b>
Administration publique						
Agriculture, sylviculture et pêche	54	46	32	34	66	<b>94%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	66	56	51	36	57	<b>58%</b>
Autres activités de services	188	177	114	107	189	<b>77%</b>
Commerce	945	673	465	494	828	<b>68%</b>
Construction	849	615	410	435	702	<b>61%</b>
Enseignement	73	69	36	35	60	<b>71%</b>
Hébergement et restauration	536	442	273	186	499	<b>168%</b>
Industrie manufacturière	307	278	167	157	227	<b>45%</b>
Industries extractives		2				
Information et communication	69	48	36	43	73	<b>70%</b>
Production et distribution d'eau	4	5	7	11	6	<b>-45%</b>
Production et distribution d'électricité		1		4	12	<b>200%</b>
Santé humaine et action sociale	68	72	26	33	48	<b>45%</b>
Transports et entreposage	135	116	103	82	110	<b>34%</b>
Secteur non renseigné	754	1186	731	381	614	<b>61%</b>
<b>Total région</b>	<b>4632</b>	<b>4325</b>	<b>2817</b>	<b>2408</b>	<b>4020</b>	<b>67%</b>

# ILE-DE-FRANCE

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	11940	11093	7534	6593	8597	30%
Procédures de prévention	1443	1258	1307	1412	1759	25%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	9014	8268	5806	5189	6257	<b>21%</b>
Entre 1 et 10 salariés	3124	2919	1999	1879	2800	<b>49%</b>
Entre 11 et 50 salariés	471	473	409	312	563	<b>80%</b>
Entre 51 et 200 salariés	106	81	94	56	119	<b>113%</b>
Entre 201 et 1 000 salariés	38	28	45	31	29	<b>-6%</b>
Plus de 1000 salariés	14	10	34	12	6	<b>-50%</b>
Info manquante	526	572	454	526	582	<b>11%</b>
<b>Total région</b>	<b>13383</b>	<b>12351</b>	<b>8841</b>	<b>8005</b>	<b>10356</b>	<b>29%</b>

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ



## ILE - DE - FRANCE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par département	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Paris (75)	3957	3719	3014	2754	3603	<b>31%</b>
Seine et Marne (77)	1226	1166	741	752	1128	<b>50%</b>
Yvelines (78)	1154	955	619	437	781	<b>79%</b>
Essonne (91)	989	952	691	573	760	<b>33%</b>
Haut-de-Seine (92)	1247	1150	793	702	969	<b>38%</b>
Seine-Saint-Denis (93)	2597	2381	1633	1412	1438	<b>2%</b>
Val-de-Marne (94)	1178	1071	714	675	820	<b>21%</b>
Val-d'Oise (95)	1035	957	636	700	857	<b>22%</b>
<b>Total région</b>	<b>13383</b>	<b>12351</b>	<b>8841</b>	<b>8005</b>	<b>10356</b>	<b>52936</b>

# ILE-DE-FRANCE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	739	657	532	516	547	<b>6%</b>
Activité des ménages en tant qu'employeur						
Activités extra territoriales	16	12	9	6	5	<b>-17%</b>
Activités financières et d'assurances	302	252	212	196	271	<b>38%</b>
Activités immobilières	271	241	187	267	284	<b>6%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	1053	907	783	735	910	<b>24%</b>
Administration publique					2	
Agriculture, sylviculture et pêche	23	15	15	25	44	<b>76%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	166	147	154	114	176	<b>54%</b>
Autres activités de services	494	376	290	283	394	<b>39%</b>
Commerce	2195	1813	1399	1331	1694	<b>27%</b>
Construction	2828	2204	1403	1505	1791	<b>19%</b>
Enseignement	181	192	143	115	167	<b>45%</b>
Hébergement et restauration	1050	923	789	583	915	<b>57%</b>
Industrie manufacturière	562	436	353	290	430	<b>48%</b>
Industries extractives					2	
Information et communication	565	502	419	372	569	<b>53%</b>
Production et distribution d'eau	17	20	19	15	23	<b>53%</b>
Production et distribution d'électricité	8	1	3	7	7	<b>0%</b>
Santé humaine et action sociale	159	130	60	56	78	<b>39%</b>
Transports et entreposage	827	734	501	537	625	<b>16%</b>
Secteur non renseigné	1927	2789	1570	1052	1422	<b>35%</b>
<b>Total région</b>	<b>13383</b>	<b>12351</b>	<b>8841</b>	<b>8005</b>	<b>10356</b>	<b>29%</b>

# LA RÉUNION

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	1173	831	433	500	391	-28%
Procédures de prévention	64	79	100	53	57	8%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	875	581	253	334	174	<b>-48%</b>
Entre 1 et 10 salariés	239	224	187	140	185	<b>32%</b>
Entre 11 et 50 salariés	51	35	31	27	33	<b>22%</b>
Entre 51 et 200 salariés	3	5	5	4	4	<b>0%</b>
Entre 201 et 1 000 salariés					1	
Plus de 1000 salariés						
Info manquante	69	65	57	48	51	<b>6%</b>
<b>Total région</b>	<b>1237</b>	<b>910</b>	<b>533</b>	<b>553</b>	<b>448</b>	<b>-19%</b>

# LA RÉUNION

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	256	98	20	125	12	<b>-90%</b>
Activité des ménages en tant qu'employeur						
Activités extra territoriales		1			1	
Activités financières et d'assurances	15	15	6	7	10	<b>43%</b>
Activités immobilières	15	22	23	9	17	<b>89%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	28	36	22	16	16	<b>0%</b>
Administration publique						
Agriculture, sylviculture et pêche	17	14	10	12	10	<b>-17%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	18	17	10	13	4	<b>-69%</b>
Autres activités de services	54	25	14	11	6	<b>-45%</b>
Commerce	89	126	108	71	69	<b>-3%</b>
Construction	192	188	129	133	119	<b>-11%</b>
Enseignement	20	11	9	11	6	<b>-45%</b>
Hébergement et restauration	49	54	39	31	32	<b>3%</b>
Industrie manufacturière	58	38	38	33	32	<b>-3%</b>
Industries extractives	2	1			2	
Information et communication	9	11	18	4	5	<b>25%</b>
Production et distribution d'eau	1	1	3	6	2	<b>-67%</b>
Production et distribution d'électricité	3	28			1	
Santé humaine et action sociale	14	18	12	18	8	<b>-56%</b>
Transports et entreposage	26	23	17	14	16	<b>14%</b>
Secteur non renseigné	371	183	55	39	80	<b>105%</b>
<b>Total région</b>	<b>1237</b>	<b>910</b>	<b>533</b>	<b>553</b>	<b>448</b>	<b>-19%</b>

# MARTINIQUE

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	411	436	251	222	301	36%
Procédures de prévention	32	38	47	47	61	30%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	163	201	179	146	212	<b>45%</b>
Entre 1 et 10 salariés	123	132	68	80	93	<b>16%</b>
Entre 11 et 50 salariés	28	22	17	12	18	<b>50%</b>
Entre 51 et 200 salariés	6	5	5	5	3	<b>-40%</b>
Entre 201 et 1 000 salariés	1	1	1	1	1	<b>0%</b>
Plus de 1000 salariés						
Info manquante	122	113	28	25	35	<b>40%</b>
<b>Total région</b>	<b>443</b>	<b>474</b>	<b>298</b>	<b>269</b>	<b>362</b>	<b>35%</b>

## MARTINIQUE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	18	22	17	19	24	<b>26%</b>
Activité des ménages en tant qu'employeur						
Activités extra territoriales	2	3		1		<b>-100%</b>
Activités financières et d'assurances	7	3	4	9	9	<b>0%</b>
Activités immobilières	18	18	18	2	21	<b>950%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	17	18	12	10	21	<b>110%</b>
Administration publique						
Agriculture, sylviculture et pêche	20	15	4	3	6	<b>100%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	8	6	2	3	7	<b>133%</b>
Autres activités de services	20	12	12	19	12	<b>-37%</b>
Commerce	62	53	43	39	62	<b>59%</b>
Construction	53	62	26	47	53	<b>13%</b>
Enseignement	7	8	3	5	9	<b>80%</b>
Hébergement et restauration	26	21	17	20	25	<b>25%</b>
Industrie manufacturière	26	34	19	16	18	<b>13%</b>
Industries extractives						
Information et communication	3	13	6	5	7	<b>40%</b>
Production et distribution d'eau	2	1			2	
Production et distribution d'électricité				1		
Santé humaine et action sociale	22	24	10	16	11	<b>-31%</b>
Transports et entreposage	15	18	13	14	14	<b>0%</b>
Secteur non renseigné	117	143	92	40	61	<b>53%</b>
<b>Total région</b>	<b>443</b>	<b>474</b>	<b>298</b>	<b>269</b>	<b>362</b>	<b>35%</b>

# MAYOTTE

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	9	5	6	11	38	245%
Procédures de prévention				1	1	0%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	2	3	4	6	21	<b>250%</b>
Entre 1 et 10 salariés	4	1	1	2	10	<b>400%</b>
Entre 11 et 50 salariés		1		1	5	<b>400%</b>
Entre 51 et 200 salariés	1			1		<b>-100%</b>
Entre 201 et 1 000 salariés					1	
Plus de 1000 salariés						
Info manquante	2		1	2	2	<b>0%</b>
<b>Total région</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>39</b>	<b>225%</b>

# MAYOTTE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	1	1		1	1	0%
Activité des ménages en tant qu'employeur						
Activités extra territoriales						
Activités financières et d'assurances				1		
Activités immobilières					1	
Activités spécialisées, scientifiques	3				3	
Administration publique						
Agriculture, sylviculture et pêche			1			
Arts, spectacles et activités récréatives	1				5	
Autres activités de services					7	
Commerce			1	2	3	50%
Construction	1	1		3	7	133%
Enseignement			1	1		-100%
Hébergement et restauration		1			4	
Industrie manufacturière				1	3	200%
Industries extractives						
Information et communication						
Production et distribution d'eau						
Production et distribution d'électricité						
Santé humaine et action sociale				1	3	200%
Transports et entreposage	1	1	2			
Secteur non renseigné	2	1	1	2	2	0%
<b>Total région</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>39</b>	<b>71</b>



# NORMANDIE

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	2345	2100	1315	985	1543	57%
Procédures de prévention	237	205	216	198	229	16%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	1521	1434	946	767	925	<b>21%</b>
Entre 1 et 10 salariés	799	667	439	305	601	<b>97%</b>
Entre 11 et 50 salariés	119	94	66	55	108	<b>96%</b>
Entre 51 et 200 salariés	17	13	7	6	9	<b>50%</b>
Entre 201 et 1 000 salariés	7	3		3	5	<b>67%</b>
Plus de 1000 salariés	2					
Info manquante	117	94	73	47	124	<b>164%</b>
<b>Total région</b>	<b>2582</b>	<b>2305</b>	<b>1531</b>	<b>1183</b>	<b>1772</b>	<b>50%</b>

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ

## NORMANDIE

Nombre d'ouvertures de procédures par département (prévention et/ou collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Calvados (14)	548	531	334	236	369	<b>56%</b>
Eure (27)	500	379	275	197	333	<b>69%</b>
Manche (50)	364	293	230	209	217	<b>4%</b>
Orne (61)	174	141	130	119	171	<b>44%</b>
Seine Maritime (76)	996	961	562	422	682	<b>62%</b>
<b>Total région</b>	<b>2582</b>	<b>2305</b>	<b>1531</b>	<b>1183</b>	<b>1772</b>	<b>50%</b>

# NORMANDIE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	97	61	38	32	71	<b>122%</b>
Activité des ménages en tant qu'employeur						
Activités extra territoriales	2	2	2	3	1	<b>-67%</b>
Activités financières et d'assurances	52	46	34	37	46	<b>24%</b>
Activités immobilières	93	53	58	47	53	<b>13%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	142	112	75	70	87	<b>24%</b>
Administration publique						
Agriculture, sylviculture et pêche	77	56	73	64	53	<b>-17%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	44	33	31	35	29	<b>-17%</b>
Autres activités de services	113	97	50	35	78	<b>123%</b>
Commerce	486	418	249	205	330	<b>61%</b>
Construction	525	331	197	194	269	<b>39%</b>
Enseignement	41	33	18	19	19	<b>0%</b>
Hébergement et restauration	372	277	154	99	188	<b>90%</b>
Industrie manufacturière	194	140	109	85	145	<b>71%</b>
Industries extractives		2	1			
Information et communication	30	33	24	23	27	<b>17%</b>
Production et distribution d'eau	6	4	4	2	4	<b>100%</b>
Production et distribution d'électricité	2		1		1	
Santé humaine et action sociale	36	38	21	8	11	<b>38%</b>
Transports et entreposage	86	65	44	39	65	<b>67%</b>
Secteur non renseigné	184	504	348	186	295	<b>59%</b>
<b>Total région</b>	<b>2582</b>	<b>2305</b>	<b>1531</b>	<b>1183</b>	<b>1772</b>	<b>50%</b>

# NOUVELLE AQUITAINE

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	4673	4444	2650	2280	3567	56%
Procédures de prévention	449	491	374	509	643	26%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	3119	2992	1926	1733	2287	<b>32%</b>
Entre 1 et 10 salariés	1602	1517	813	763	1452	<b>90%</b>
Entre 11 et 50 salariés	213	192	97	102	228	<b>124%</b>
Entre 51 et 200 salariés	22	30	22	19	34	<b>79%</b>
Entre 201 et 1 000 salariés	3	5	6	5	7	<b>40%</b>
Plus de 1000 salariés						
Info manquante	163	199	160	167	202	<b>21%</b>
<b>Total région</b>	<b>5122</b>	<b>4935</b>	<b>3024</b>	<b>2789</b>	<b>4210</b>	<b>51%</b>

## NOUVELLE AQUITAINE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par département	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Charente (16)	281	223	146	141	237	<b>68%</b>
Charente-Maritime (17)	571	498	292	294	443	<b>51%</b>
Corrèze (19)	231	212	108	108	145	<b>34%</b>
Creuze (23)	74	81	50	30	59	<b>97%</b>
Dordogne (24)	396	348	183	186	306	<b>65%</b>
Gironde (33)	1462	1578	1013	952	1354	<b>42%</b>
Landes (40)	372	309	178	165	257	<b>56%</b>
Lot-et-Garonne (47)	281	284	161	144	273	<b>90%</b>
Pyrénées-Atlantiques (64)	594	563	372	300	462	<b>54%</b>
Deux-Sèvres (79)	262	226	174	124	165	<b>33%</b>
Vienne (86)	312	296	149	174	235	<b>35%</b>
Haute-Vienne (87)	286	317	198	171	274	<b>60%</b>
<b>Total région</b>	<b>5122</b>	<b>4935</b>	<b>3024</b>	<b>2789</b>	<b>4210</b>	<b>51%</b>

# NOUVELLE AQUITAINE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	177	146	108	119	156	<b>31%</b>
Activité des ménages en tant qu'employeur						
Activités extra territoriales	2	1	3	1	2	<b>100%</b>
Activités financières et d'assurances	119	89	64	72	123	<b>71%</b>
Activités immobilières	143	133	121	118	122	<b>3%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	223	199	147	161	223	<b>39%</b>
Administration publique						
Agriculture, sylviculture et pêche	227	236	161	222	261	<b>18%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	73	60	53	52	77	<b>48%</b>
Autres activités de services	172	138	108	93	149	<b>60%</b>
Commerce	930	713	485	513	823	<b>60%</b>
Construction	799	664	398	456	630	<b>38%</b>
Enseignement	61	42	39	37	49	<b>32%</b>
Hébergement et restauration	636	488	321	193	499	<b>159%</b>
Industrie manufacturière	368	289	177	188	368	<b>96%</b>
Industries extractives	1	3	3	2	4	<b>100%</b>
Information et communication	76	61	45	50	84	<b>68%</b>
Production et distribution d'eau	7	4	5	3	4	<b>33%</b>
Production et distribution d'électricité	2	8	2	6	5	<b>-17%</b>
Santé humaine et action sociale	87	73	30	31	47	<b>52%</b>
Transports et entreposage	110	91	67	51	91	<b>78%</b>
Secteur non renseigné	909	1497	687	421	493	<b>17%</b>
<b>Total région</b>	<b>5122</b>	<b>4935</b>	<b>3024</b>	<b>2789</b>	<b>4210</b>	<b>51%</b>

# OCCITANIE

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	4730	4393	2627	2076	3569	72%
Procédures de prévention	542	475	332	388	450	39%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	3146	2884	1888	1538	2281	<b>48%</b>
Entre 1 et 10 salariés	1508	1420	767	668	1330	<b>99%</b>
Entre 11 et 50 salariés	188	202	76	87	184	<b>111%</b>
Entre 51 et 200 salariés	20	23	16	11	31	<b>182%</b>
Entre 201 et 1 000 salariés	7	3	7	7	4	<b>-43%</b>
Plus de 1000 salariés	3	4	3		6	
Info manquante	400	332	202	153	273	<b>78%</b>
<b>Total région</b>	<b>5272</b>	<b>4868</b>	<b>2959</b>	<b>2464</b>	<b>4109</b>	<b>67%</b>

# OCCITANIE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par département	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Ariège (9)	134	103	86	62	101	<b>63%</b>
Aude (11)	310	300	181	120	267	<b>123%</b>
Aveyron (12)	125	142	91	77	112	<b>45%</b>
Gard (30)	632	661	376	307	486	<b>58%</b>
Haute-Garonne (31)	1203	1102	685	584	980	<b>68%</b>
Gers (32)	141	125	91	85	120	<b>41%</b>
Hérault (34)	1104	1119	689	623	966	<b>55%</b>
Lot (46)	165	115	55	51	97	<b>90%</b>
Lozère (48)	59	33	32	22	25	<b>14%</b>
Hautes-Pyrénées (65)	229	162	122	98	126	<b>29%</b>
Pyrénées-Orientales (66)	618	506	283	226	445	<b>97%</b>
Tarn (81)	291	266	148	95	212	<b>123%</b>
Tarn-et-Garonne (82)	261	234	120	114	172	<b>51%</b>
<b>Total région</b>	<b>5272</b>	<b>4868</b>	<b>2959</b>	<b>2464</b>	<b>4109</b>	<b>67%</b>



# OCCITANIE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	217	178	106	101	174	<b>72%</b>
Activité des ménages en tant qu'employeur						
Activités extra territoriales	4	5	7	2		<b>-100%</b>
Activités financières et d'assurances	78	78	45	51	90	<b>76%</b>
Activités immobilières	177	110	128	103	118	<b>15%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	271	243	172	163	237	<b>45%</b>
Administration publique	1		1	1		<b>-100%</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	146	127	96	80	112	<b>40%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	74	91	68	53	82	<b>55%</b>
Autres activités de services	199	160	101	106	155	<b>46%</b>
Commerce	1055	855	519	493	834	<b>69%</b>
Construction	949	820	472	514	803	<b>56%</b>
Enseignement	92	61	39	13	59	<b>354%</b>
Hébergement et restauration	713	576	354	238	534	<b>124%</b>
Industrie manufacturière	289	300	149	159	274	<b>72%</b>
Industries extractives	3	3	1		1	
Information et communication	89	83	52	64	95	<b>48%</b>
Production et distribution d'eau	10	3	3	1	10	<b>900%</b>
Production et distribution d'électricité	5	5		5	5	<b>0%</b>
Santé humaine et action sociale	107	86	52	35	54	<b>54%</b>
Transports et entreposage	105	93	67	56	108	<b>93%</b>
Secteur non renseigné	688	991	527	226	364	<b>61%</b>
<b>Total région</b>	<b>5272</b>	<b>4868</b>	<b>2959</b>	<b>2464</b>	<b>4109</b>	<b>67%</b>

## PAYS DE LA LOIRE

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	2418	2226	1286	1118	1666	49%
Procédures de prévention	306	338	258	243	310	28%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	1574	1541	965	882	1108	<b>26%</b>
Entre 1 et 10 salariés	850	708	405	353	641	<b>82%</b>
Entre 11 et 50 salariés	118	121	58	57	117	<b>105%</b>
Entre 51 et 200 salariés	37	37	25	17	27	<b>59%</b>
Entre 201 et 1 000 salariés	4	14	7	2	5	<b>150%</b>
Plus de 1000 salariés						
Info manquante	141	143	84	50	78	<b>56%</b>
<b>Total région</b>	<b>2724</b>	<b>2564</b>	<b>1544</b>	<b>1361</b>	<b>1976</b>	<b>45%</b>

## PAYS DE LA LOIRE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par département	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Loire-Atlantique (44)	1021	984	608	536	764	<b>43%</b>
Maine-et-Loire (49)	569	487	273	275	334	<b>21%</b>
Mayenne (53)	174	204	132	123	182	<b>48%</b>
Sarthe (72)	470	392	272	185	272	<b>47%</b>
Vendée (85)	490	497	259	242	424	<b>75%</b>
<b>Total région</b>	<b>2724</b>	<b>2564</b>	<b>1544</b>	<b>1361</b>	<b>1976</b>	<b>45%</b>

## PAYS DE LA LOIRE

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	80	104	65	57	73	<b>28%</b>
Activité des ménages en tant qu'employeur		1		1		<b>-100%</b>
Activités extra territoriales	1	2	1	1	1	<b>0%</b>
Activités financières et d'assurances	94	85	66	43	57	<b>33%</b>
Activités immobilières	105	91	56	69	65	<b>-6%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	198	171	121	101	156	<b>54%</b>
Administration publique						
Agriculture, sylviculture et pêche	147	140	88	83	59	<b>-29%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	53	46	26	31	31	<b>0%</b>
Autres activités de services	114	99	57	40	60	<b>50%</b>
Commerce	492	431	256	239	416	<b>74%</b>
Construction	463	407	251	276	281	<b>2%</b>
Enseignement	48	47	19	8	32	<b>300%</b>
Hébergement et restauration	337	267	166	84	210	<b>150%</b>
Industrie manufacturière	203	184	129	102	192	<b>88%</b>
Industries extractives				2		<b>-100%</b>
Information et communication	52	51	29	33	56	<b>70%</b>
Production et distribution d'eau	8	8	1	1	7	<b>600%</b>
Production et distribution d'électricité	11	4	2	4	2	<b>-50%</b>
Santé humaine et action sociale	45	30	16	21	18	<b>-14%</b>
Transports et entreposage	57	52	34	39	46	<b>18%</b>
Secteur non renseigné	215	344	161	126	214	<b>70%</b>
<b>Total région</b>	<b>2724</b>	<b>2564</b>	<b>1544</b>	<b>1361</b>	<b>1976</b>	<b>45%</b>

# PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	4796	4817	3278	2922	4045	38%
Procédures de prévention	651	621	588	616	747	21%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	3157	3304	2411	2458	2986	<b>21%</b>
Entre 1 et 10 salariés	1424	1333	941	810	1314	<b>62%</b>
Entre 11 et 50 salariés	186	181	112	100	199	<b>99%</b>
Entre 51 et 200 salariés	22	19	13	11	20	<b>82%</b>
Entre 201 et 1 000 salariés	5	11	4	3	6	<b>100%</b>
Plus de 1000 salariés		1	1			
Info manquante	653	589	384	156	267	<b>71%</b>
<b>Total région</b>	<b>5447</b>	<b>5438</b>	<b>3866</b>	<b>3538</b>	<b>4792</b>	<b>35%</b>

## PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par département	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Alpes de Haute-Provence (04)	134	121	73	78	125	<b>60%</b>
Hautes-Alpes (05)	101	107	89	80	110	<b>38%</b>
Alpes-Maritimes (06)	1256	1314	990	860	1085	<b>26%</b>
Bouches-du-Rhône (13)	2216	2305	1611	1596	2054	<b>29%</b>
Var (83)	1111	1051	691	643	995	<b>55%</b>
Vaucluse (84)	629	540	412	281	423	<b>51%</b>
<b>Total région</b>	<b>5447</b>	<b>5438</b>	<b>3866</b>	<b>3538</b>	<b>4792</b>	<b>35%</b>

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ

# PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs	240	216	194	175	253	<b>45%</b>
Activité des ménages en tant qu'employeur						
Activités extra territoriales	5	11	1	5	5	<b>0%</b>
Activités financières et d'assurances	107	111	77	65	102	<b>57%</b>
Activités immobilières	193	179	140	158	197	<b>25%</b>
Activités spécialisées, scientifiques	259	279	195	218	267	<b>22%</b>
Administration publique					1	
Agriculture, sylviculture et pêche	45	54	63	57	77	<b>35%</b>
Arts, spectacles et activités récréatives	84	82	64	61	84	<b>38%</b>
Autres activités de services	198	188	100	123	188	<b>53%</b>
Commerce	1062	910	616	648	883	<b>36%</b>
Construction	935	865	616	672	831	<b>24%</b>
Enseignement	79	70	41	42	65	<b>55%</b>
Hébergement et restauration	734	696	463	393	576	<b>47%</b>
Industrie manufacturière	295	209	192	170	220	<b>29%</b>
Industries extractives	1				1	
Information et communication	80	92	71	77	109	<b>42%</b>
Production et distribution d'eau	10	11	4	13	5	<b>-62%</b>
Production et distribution d'électricité	1	1		4	4	<b>0%</b>
Santé humaine et action sociale	93	62	49	31	47	<b>52%</b>
Transports et entreposage	150	185	131	121	146	<b>21%</b>
Secteur non renseigné	876	1217	849	505	731	<b>45%</b>
<b>Total région</b>	<b>5447</b>	<b>5438</b>	<b>3866</b>	<b>3538</b>	<b>4792</b>	<b>35%</b>

# NOUVELLE CALEDONIE / POLYNÉSIE FRANÇAISE / ST PIERRE ET MIQUELON

Nombre d'ouvertures de procédures par année	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Procédures collectives	25	22	18	27	14	-48%
Procédures de prévention	8	10	15	10	9	-10%

Taille des entreprises concernées par une ouverture de procédure (prévention et collective)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Aucun salarié	3	5	4	12	2	<b>-83%</b>
Entre 1 et 10 salariés	3	4	5	5	4	<b>-20%</b>
Entre 11 et 50 salariés	2	7	7	6	5	<b>-17%</b>
Entre 51 et 200 salariés	1	1	1	1	1	<b>0%</b>
Entre 201 et 1 000 salariés						
Plus de 1000 salariés						
Info manquante	24	15	16	13	11	<b>-15%</b>
<b>Total région</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>33</b>	<b>37</b>	<b>23</b>	<b>-38%</b>



# NOUVELLE CALEDONIE / POLYNÉSIE FRANÇAISE / ST PIERRE ET MIQUELON

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par département	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Saint Pierre et Miquelon (975)	5	3	3	7	5	<b>-29%</b>
Polynésie française (987)	1			1		<b>-100%</b>
Nouvelle-Calédonie (988)	27	29	30	29	18	<b>-38%</b>
<b>Total région</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>33</b>	<b>37</b>	<b>23</b>	<b>-38%</b>

# NOUVELLE CALEDONIE / POLYNÉSIE FRANÇAISE / ST PIERRE ET MIQUELON

Nombre d'ouvertures de procédures (prévention et collective) par secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 / 2021
Activités de services administratifs			1			
Activité des ménages en tant qu'employeur						
Activités extra territoriales						
Activités financières et d'assurances		1	1			
Activités immobilières	1		3			
Activités spécialisées, scientifiques		1				
Administration publique						
Agriculture, sylviculture et pêche			1	2	2	0%
Arts, spectacles et activités récréatives				2		-100%
Autres activités de services					2	
Commerce		2		2		-100%
Construction		2	2			
Enseignement						
Hébergement et restauration					1	
Industrie manufacturière						
Industries extractives						
Information et communication		1				
Production et distribution d'eau						
Production et distribution d'électricité						
Santé humaine et action sociale					1	
Transports et entreposage				1		
Secteur non renseigné	32	25	25	30	17	-43%
<b>Total région</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>33</b>	<b>37</b>	<b>23</b>	<b>-38%</b>

